

PIETRO | BASSO ET
GIORGIO | MALIZIA *

I T A L I E

DE LA SECONDE À LA « TROISIÈME RÉPUBLIQUE »

LA CRISE RAMPANTE EN ITALIE VOILE, TRÈS SOUVENT, SON STATUT DE « LABORATOIRE POLITIQUE » POUR UNE PART SIGNIFICATIVE DE L'UNION EUROPÉENNE. DANS CET ARTICLE, LES AUTEURS INDIQUENT QUE L'ITALIE SE TROUVE, EN QUELQUE SORTE, AU MILIEU DU GUÉ : ENTRE UNE SECONDE RÉPUBLIQUE, NÉE DANS LES ANNÉES 1990 ET INADÉQUATE POUR LE NOYAU CENTRAL DES CLASSES DOMINANTES, ET UNE « TROISIÈME RÉPUBLIQUE » À FORGER. DANS LE PROCHAIN NUMÉRO DE CETTE REVUE, D'AUTRES CONTRIBUTIONS SERONT AJOUTÉES À CE DOSSIER ET AUX DÉBATS QU'IL OUVRE. – RÉD.

Depuis quelques mois, la situation politique italienne est marquée par une effervescence fébrile. Une fébrilité qui ne promet rien de bon pour les travailleurs. Cette agitation politique a commencé par une campagne orchestrée par les grands médias de masse et par les milieux de la Confindustria (organisation du patronat italien) contre l'inefficacité, le caractère querelleur et les coûts de la « caste », c'est-à-dire de la « classe politique » [1]. Les Démocrates de gauche (DS), de lointains héritiers du PCI (Parti communiste italien), ont répondu à cette situation en accélérant leur dissolution pour renaître sous la forme du Parti démocrate (PD), un nouveau parti qui a pris ses plus grandes distances par rapport à la « vieil-

le » social-démocratie, se présentant avec une physionomie nouvelle : libérale-démocrate.

De son côté, Silvio Berlusconi a riposté en transformant, au travers d'un nouveau nom – le Peuple de la liberté (PdL) – son parti, Forza Italia (Allez l'Italie !, ce qui renvoie à la « culture footballistique »). Les traits plébiscitaires – impliquant le rapport chef-peuple – du PdL sont encore accentués. Même les partis plus petits – plus de cinquante formations politiques étaient représentées au parlement – ne sont pas restés figés. Les formations politiques mineures, qui composent l'aile droite de la majorité de centre gauche (qui appuyaient le gouvernement de Romano Prodi), trament avec des secteurs du centre droit. Ainsi, l'Union démocratique chrétienne – UDC – de Pier Ferdinando Casini agit dans la perspective d'une recomposition d'un bloc du centre, non seulement catholique mais lié fortement à des secteurs capitalistes

* Pietro Basso est professeur de sociologie à l'Université de Venise. Il a publié en français *Temps modernes, horaires antiques*, Editions Page 2, 2005. Giorgio Malizia enseigne la physique à Rome.

significatifs, qui puisse jouer le rôle de cheville pour la formation de futurs gouvernements. Quoique la constitution d'un parti unique de la droite ait marqué le pas, les mobilisations de cette dernière dans la rue – et quelles mobilisations ! – s'effectuent de manières convergentes, en réunissant le PdL, la Ligue du Nord (Umberto Bossi) et l'Alliance Nationale (Gianfranco Fini) au premier rang. Ces mobilisations se centrent de plus en plus sur les thèmes de la « sécurité », de l'ordre public et se font directement agressives contre les immigré-e-s.

Que se passe-t-il en Italie ? En fait mûrissant la crise et la décomposition chaotique de la Seconde République, qui a émergé en 1994.

LE MANDAT ASSIGNÉ À LA SECONDE RÉPUBLIQUE

La Première République italienne « née de la résistance » reposait sur la Démocratie chrétienne (DC) comme force permanente de gouvernement et sur le Parti communiste italien (PCI) en tant que force d'opposition démocratique et nationale, selon la célèbre formule : « la voie italienne au socialisme ». Cette République fut liquidée par en haut, au début des années 1990, au moyen de l'opération politico-judiciaire ayant pour nom : « les mains propres » (Mani pulite). Conjointement à cette vaste manœuvre, le grand patronat visait à archiver pour toujours le compromis social conflictuel entre capital et travail salarié établi dans l'après Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait de le remplacer avec une discipline du travail et du marché du travail plus contraignante et unilatérale, et nettement plus infléchie en faveur du capital. Relancer la compétitivité des firmes et de l'entreprise-Italie sur le marché mondial, accroître la part de leur participation au pillage des pays du Sud et de l'Est du monde ainsi que l'exploitation de leurs travailleurs et travailleuses, voilà la tâche centrale qui était assignée à la Seconde République. Cette dernière pivotait sur l'alternance entre deux pôles : le centre droit (sous la direction de Silvio Berlusconi) et le centre gauche (sous la houlette de Romano Prodi). C'est exactement à cela que, de 1992 à aujourd'hui, les gouvernements techniques, les gouvernements de centre droit et ceux de centre gauche ont œuvré, avec des

méthodes, des tactiques, des temporalités diverses.

L'objectif a été atteint seulement partiellement. D'un côté, à cause de la résistance souterraine et parfois ouverte des travailleurs qui refusaient d'accepter passivement les nouvelles impositions et l'annulation politique que la Seconde République leur réservait ; de l'autre, à cause de l'incapacité du grand capital et de ses expressions politiques à aligner les couches intermédiaires de la société.

En fait, au cours de la période 1947-1992, le compromis entre capital et travail salarié s'entremêlait à un autre compromis social, celui entre le grand capital et l'agrégat des couches moyennes salariées et accumulatrices – plus massif en Italie que la moyenne européenne. Ce compromis avait été établi pour contrebalancer la force, loin d'être dédaignable, du mouvement ouvrier organisé. L'entreprise-Italie et l'Etat italien, afin de ne pas être exclus du gotha du capitalisme mondial globalisé, devaient tailler à fond les (relatifs) privilèges des travailleurs du secteur public et mettre fin à l'exemption des impôts concédée à une bonne partie des couches moyennes accumulatrices. En effet, l'Italie connaît une évasion fiscale structurelle record. En plus de mettre au pas le prolétariat, il fallait aussi, en quelque sorte, dresser ces secteurs sociaux intermédiaires.

Au cours de la période 1992-2007, ces deux opérations n'ont pas pu être conduites à leur fin selon les objectifs visés par les grands pouvoirs financiers et industriels, nationaux et internationaux. Aujourd'hui, les nœuds se resserrent. Les entreprises italiennes sont assiégées sur deux flancs par des éléments du contexte international. Tout d'abord, par l'apparition de concurrents extrêmement dynamiques dans l'Europe de l'Est et dans l'Extrême-Orient. Ensuite, par la présence, dans les autres pays impérialistes, de processus de restructuration des relations entre classes sociales à l'avantage du grand capital, restructurations plus profondes et plus efficaces que celles qui se sont concrétisées en Italie. Sous cet angle, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne ont réussi. Actuellement, la bourgeoisie française, avec Sarkozy, tente de faire le grand pas en avant. Enfin, on n'insistera pas sur les effets du dumping des marchandises « made in USA » qui

est effectué par les entreprises d'outre-Atlantique, grâce à la dévaluation du dollar.

Pour échapper à cet étai, qui peut l'étouffer, la bourgeoisie italienne a besoin d'un choc énergétique. Le gouvernement Prodi (le second a duré d'avril 2006 à janvier 2008), le Parti démocratique (dont le leader est Walter Veltroni), les divisions dans le pôle du centre droit, les indécisions de la Seconde République ne satisfont pas la « race patronale » italienne, dont les rois de la finance et de l'industrie représentent le plus grand pouvoir du pays, de fait inamovible.

Au cours d'un siècle, le pouvoir politique a passé du libéralisme de Giovanni Giolitti au fascisme, du fascisme à la République, de la Première à la Seconde République, selon les exigences que les temps (les phases historiques) imposaient afin de perfectionner l'exploitation du travail salarié et d'améliorer l'insertion de l'Italie dans la hiérarchie du capitalisme mondial. Et, aussi, selon les modalités que l'affrontement entre les classes rendait nécessaires et possibles.

Aujourd'hui, ces mêmes grands pouvoirs capitalistes font pression en vue d'un nouveau changement du cadre politico-

Le grand patronat veut archiver pour toujours le compromis social conflictuel entre capital et travail salarié établi dans l'après-Seconde Guerre mondiale.

[1] Voir l'ouvrage vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires (de mai à octobre 2007, dix-neuf éditions ont été publiées par un important éditeur) de Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella : *La Casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili* (La Caste. Comment les politiciens italiens sont devenus intouchables), Ed. Rizzoli, 2007. - Réd.



institutionnel. Voilà l'origine de la campagne contre «la caste politique». Cette dernière, aux yeux de la super-caste de la finance et des grandes entreprises qui l'a élevée à cette place, est coupable d'être trop faible pour conduire, de manière centralisée, toutes les classes et les couches sociales dans la course à la relance de la compétitivité du pays.

Soyons clairs : la Seconde République a tout fait pour appliquer aussi en Italie les politiques néolibérales et pour contribuer, au-delà des frontières nationales, à l'attaque contre les «peuples voyous», en Somalie, en Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan et ainsi de suite. Dans la dernière période, cela a été accompli par le gouvernement Prodi sortant, y compris avec son aile «radicale» du Parti de la refondation communiste (PRC, dont le leader Fausto Bertinotti présidait la Chambre des députés).

Les travailleurs, en particulier les nouvelles générations, en savent quelque chose. Rien n'est resté comme avant. Ni les salaires, ni le temps de travail. Ni les contrats, ni les conditions de sécurité du poste de travail, ni la possibilité d'activités politiques et syndicales sur le lieu de travail. Ni le «budget social», ni les dépenses consacrées à l'armée et à la police. Mais tout cela est encore trop peu.

L'historien Galli della Loggia l'a expliqué dans les colonnes du grand quotidien *Corriere della Sera*, le 23 septembre 2007. Les turbines de l'opération *Mani pulite* qui ont fait disparaître la DC et le PSI (Parti socialiste italien) – et non pas les démocrates-chrétiens et les «socialistes» – ont permis à la gauche, sortie indemne des Tangentopoli [2], d'arriver au gouvernement sans avoir précédemment acquis une culture de gouvernement. Lennui, se lamente l'historien, est que la «gauche» continue à ne pas vouloir acquérir une telle culture. Elle se refuse à «conduire une grande bataille de rupture avec son propre passé pour éliminer de son peuple la mentalité radicale et, dès lors, elle est sans cesse potentiellement encline à des maximalismes de divers types, la gauche est encore prisonnière d'un mal peut-être incurable : le continuisme avec la vieille tradition communiste». Voilà la question ! Aux yeux des industriels et des banquiers, même le Parti démocrate semble incapable de couper le cordon

ombilical le rattachant encore au «peuple de la gauche», bien que son secrétaire, Walter Veltroni, se démène du matin au soir pour affirmer que le conflit entre le capital et le travail est mort et bien enterré.

LA RECHERCHE D'UN SOUTIEN ACTIF À LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Dès lors, les grands pouvoirs capitalistes nationaux et internationaux se sont remis en marche contre «l'entreprise de la politique». Comme en 1992, il convient de redistribuer les cartes et de préparer un tournant autoritaire, l'arrivée d'un «nouveau César», comme l'a souhaité il y a quelques mois Eugenio Scalfari, un de leur porte-parole qui, par ailleurs, est le fondateur du journal de référence du centre gauche *La Repubblica*.

Cette fois encore, le grand capital cherche à mettre à profit l'insatisfaction populaire face à un système politique éloigné et étranger aux attentes du commun des gens. Ces pouvoirs ne cherchent pas seulement à donner un coup d'épaule institutionnel pour renvoyer à la maison – une mission très partiellement accomplie – une bonne partie du personnel politique de la Seconde République. Leur projet est à plus long terme et plus ambitieux. Et cela, parce que le mécontentement est grand parmi les salarié-e-s depuis une vingtaine d'années suite à l'application des politiques néolibérales. Cela parce que le durcissement prévu de l'attaque contre les travailleurs, au cours des années à venir, risque de susciter des «explosions».

Dans ce contexte, l'unique façon d'éviter que cette explosivité puisse se coaguler avec une certaine autonomie consiste à la canaliser pour la faire servir de support actif à la réalisation du programme des nouvelles institutions, d'une nouvelle République véritablement capable – c'est ce qui est promis – de faire sortir l'Italie du tunnel, pour le bien de tous ses habitants. C'est le but de la Troisième République.

Comment ? En dirigeant tout ce mécontentement contre une série de boucs émissaires. Ceux qui sont «en bas» : les immigrés, les anciennes générations ouvrières, les employés publics «tire-au-flanc», les travailleurs «peu flexibles», les assistés, les

exclus, les exploités du Sud et de l'Est du monde qui osent se rebeller. Et aussi ceux qui sont «en haut», au sein de la «caste des politiciens professionnels» qu'il s'agit de liquider au moyen de la fureur du peuple afin de donner vie à un pouvoir politique rationalisé, plus léger, c'est-à-dire plus concentré et plus lié aux cercles économiques qui le soutiennent, un pouvoir plus apte à la tâche d'organiser un contrôle permanent et multiface sur le travail salarié.

C'est à partir de là que des campagnes incessantes prennent leur essor sur les retraites, sur la flexibilité du travail et sur la mise en acte du travail ainsi que sur les gaspillages des dépenses publiques. A cela s'ajoutent l'adoption de l'idéologie et, peu à peu, des pratiques de la «tolérance zéro», la propagande raciste contre les immigré-e-s, la pression productiviste en direction des employé-e-s de la fonction publique ; et même l'éclairage partiel de l'aspect nauséabond de la politique bourgeoise avec ses détournements, ses privilèges, sa corruption et son népotisme, etc. La Troisième République s'annonce avec ses traits «totalitaires» de masse, bien plus accentués que ceux de la Seconde République.

Dans la Seconde République, il fallait régler les comptes avec le passé, avec les conquêtes et les droits que le mouvement ouvrier avait arrachés au cours du XXe siècle, après la grande défaite des années 1920. Au sein de la «nouvelle» République en gestation, il y a une projection vers l'avenir, vers la phase mondiale d'hyperconcurrence et de «guerre infinie» contre le travail salarié et les peuples du Sud et de l'Est du monde où se reconfigure le capitalisme. En reprenant des leçons du nazisme et du fascisme, les cercles dirigeants du capitalisme italien se préparent : à orienter le mécontentement et la peur croissante des travailleurs vers un co-intéressement et vers un soutien actif à une efficacité accrue de leur «propre impérialisme» ; à stimuler la mobilisation contre les ennemis extérieurs, contre les tire-au-flanc et les corrompus internes qui minent la cohésion nationale et la compétitivité.

La mise en scène de ce dessein n'est pas unique. Néanmoins n'est pas encore claire la façon dont le scénario va être monté. Et cela, soit à cause de la multipli-

cité des sujets politiques agissant et qui ne sont point d'accord d'abandonner leur « territoire ». Soit, parce qu'au sein même des sommets du pouvoir économique est en marche une profonde restructuration, avec à sa tête trois organismes bancaires puissants et plus ou moins nouveaux (Banca Intesa, Unicredit, Monte dei Paschi), une Banque d'Italie fortement redimensionnée, un capital industriel toujours plus sur le point de tomber dans les mains étrangères (voir à ce propos le sort de la compagnie d'aviation emblème national, Alitalia) ou de retomber en crise (voir l'évolution de la Fiat, qui semble avoir actuellement atteint le zénith de sa renaissance). Tout est donc, pour l'heure, incertain. Y compris le cadre unitaire de l'Italie qui, depuis quelque quinze ans, est soumis à de fortes pressions centrifuges (« yougoslaves », pour utiliser une formule).

Au cours des derniers mois de 2007, le gouvernement Prodi avait cherché à éviter les écueils, et à porter d'autres coups aux travailleurs, dans l'attente qu'une soupe plus rance soit cuite. Mais le gouvernement a rendu l'âme. Les élections sont là [avril]. Le retour à un gouvernement Berlusconi n'est pas bien accueilli par des secteurs significatifs des pouvoirs économique-politiques les plus forts. Une réaction qui n'est pas due aux prérogatives individuelles excessives du *cavaliere*, mais parce que Berlusconi est trop conditionné par les caractéristiques en quelque sorte d'escrocs d'une base sociale bourgeoise et petite-bourgeoise, beaucoup plus rétive à être disciplinée en vue d'une relance nationale. Et aussi parce que se manifeste une incapacité à couper, selon des rythmes adéquats, le nœud gordien du « pouvoir d'interdiction » des syndicats, malgré leur modération et leur complexité.

Si en 1993 et 1994, la victoire de Berlusconi et compagnie fut aisée et prit son essor en s'appuyant sur la vague montante du néolibéralisme à l'échelle mondiale, aujourd'hui le néolibéralisme fait face à ses propres échecs, à sa crise dite financière, au sein même des Etats-Unis. Il n'est, dès lors, pas facile, y compris pour la droite berlusconienne, d'entrer sur la scène comme une phalange compacte et sûre d'elle-même.

Au-delà des résultats électoraux, les pouvoirs industriels et financiers resteront à

la recherche de diverses « solutions » pour sortir de cette situation de « milieu du gué », en visant à imposer non seulement un train de contre-réformes, mais une rationalisation de la machine étatique. L'opération est cultivée depuis des années dans les véritables salons de la « nouvelle race » patronale italienne, celle des Luca Cordero di Montezemolo (président de la Confindustria, en partance de son poste [3]), des Sergio Marchionne (dirigeant de la Fiat, vice-président du conseil d'administration d'une des plus grandes banques de gestion de fortune du monde : l'UBS) ou de Giovanni Bazoli (Mittel SpA).

Néanmoins, ce segment des classes dominantes a un boulet au pied. Pèse sur lui le manque « d'hommes nouveaux » issus d'en bas et capables de catalyser des sentiments populaires, même si cette expérience a déjà cours lors des mobilisations de rue organisées par la droite et lors d'échanges expérimentaux entre divers dirigeants du centre droit et du centre gauche ou de personnalités « publiques », de même qu'au travers de l'affirmation de figures de maires-shérifs, qu'ils soient de droite ou de « gauche » (tel l'ex-dirigeant de la CGIL, maire de Bologne, Sergio Cofferati).

De plus, même si cela est moins visible, les fractions les plus puissantes des classes dominantes italiennes voient jetés dans leur « chaudron italien » des choix et des orientations des alliés internationaux de l'Italie – des Etats-Unis à Israël en passant par la France de Nicolas de Sarkozy – qui ne facilitent pas les tentatives de la bourgeoisie de la Péninsule de se relancer en prenant appui sur la perspective d'une Europe alliée, mais autonome, des Etats-Unis; ce qui permettrait de développer une politique qui ne se prosterne pas trop devant les objectifs des alliés susmentionnés, en particulier dans le Moyen-Orient. Les évolutions sont rapides et chaotiques, avec des traits peu reluisants et « d'ingouvernabilité », signes d'une transformation forte qui cherche les voies de sa concrétisation. Ce qui se passera dans les mois à venir – encore une fois, au-delà des résultats électoraux – personne ne le sait. Une seule chose est claire : le cadre politique ancien et, plus encore, le « nouveau » – se profilant – sont véritablement structurés dans le but d'appliquer un véritable programme anti-prolétarien.



[2] Sous ce nom, Tangentopoli, la presse italienne, créative, baptisait la tradition institutionnalisée de corruption et de concussion : l'argent prenait la « tangente » dans un vaste jeu, de Monopoli, mais avec de l'argent public et privé réel. – Réd.

[3] La présidence de la Confindustria sera attribuée, fin mai 2008, à Emma Marcegaglia, une dirigeante industrielle âgée de 42 ans. Elle est à la tête d'un groupe actif dans le secteur de l'acier et implanté dans l'est européen. A l'occasion de son élection, Luca di Montezemolo a déclaré que le changement ne se ferait pas « sans pleurs et sans larmes », car « nous sommes [le capitalisme italien] bientôt sans signification dans le monde ». L'hebdomadaire de la finance helvétique, la *Neue Zürcher Zeitung am Sonntag* (23 mars 2008), a donné une grande importance à cette nomination et à titré son article : « La femme d'acier et de soie ». La *NZZ*, au-delà des références dorénavant d'usage à l'entrée d'une femme dans le cercle réservé des grands industriels italiens, met tout l'accent sur la profondeur des contre-réformes à mener, avec une main d'acier dans un gant de soie, par une cheffe des patrons quadragénaires. – Réd.

FACE À CET HORIZON, LE POSITIONNEMENT DES SALARIÉ·E·S

De même, le travail salarié est insatisfait de la Seconde République. Il l'est du centre gauche en général et en particulier du gouvernement Prodi qui vient de l'incarner. La naissance du Parti démocrate ne l'enthousiasme pas, au même titre que la *Cosa Rossa* (Chose rouge), aujourd'hui baptisée coalition la Gauche Arc-en-ciel (*la Sinistra l'Arcobaleno*). Cette formation politique est issue du regroupement entre les Démocrates de gauche (DS) qui se sont refusés à entrer dans le Parti démocrate, le Parti de la refondation communiste (PRC), le Parti des communistes italiens (PCdI, représenté par Oliviero Diliberto) et un segment des Verts.

La tendance à être attiré vers des partis de la droite, avant tout au nord de l'Italie et parmi les travailleurs des petites entreprises, est marquée. Cependant, ni Umberto Bossi, ni Silvio Berlusconi, ni Gianfranco Fini (qui a préfacé les ouvrages de Nicolas Sarkozy traduits en italien) ne sont effectivement convaincants.

La classe laborieuse et son noyau dur ouvrier (qui représente 27 à 30% de la force de travail totale) sont très éloignés de la restructuration en cours du cadre politique. Ils vivent et traversent un désenchantement auquel aucune force politique ne réussit à offrir, dans la phase présente, une réponse à leurs yeux attractive et crédible et encore moins apte à galvaniser des énergies. Ils souffrent de la pression crispante, énervante, douloureuse imposée sur le lieu de travail, de la réduction à zéro de toute considération sociale de leur propre rôle ainsi que d'une détresse de masse sans cesse plus répandue en dehors du travail.

Malgré ces conditions difficiles à accepter, les travailleurs ont une grande difficulté à réagir pour changer la situation. Ce qui les paralyse réside, avant tout, dans le cauchemar de la croissante mise en concurrence des travailleurs et travailleuses de toute la planète. Ces derniers sont maintenant « fusionnés » par le capital mondial dans un marché unique du travail. Y compris en Italie, comme d'ailleurs dans le reste de l'Europe occidentale, depuis des années les travailleurs et avec eux les « mouvements » – en premier lieu, le mouvement *No War* – sont

sur le recul. Ce repli est conjoint, particulièrement au sein du prolétariat industriel des établissements moyens et grands, mais pas seulement dans ces derniers, à une rage croissante, qui a nourri au cours des derniers mois de nombreuses manifestations et luttes (fragmentées).

Après une année et demie d'un grand silence, l'automne 2007 a connu une certaine reprise de l'initiative de masse. On peut citer : le refus exprimé par un million de travailleurs de l'accord sur le *welfare* le 23 juillet 2007^[4] entre le gouvernement Prodi et les trois confédérations syndicales (CGIL, CISL, UIL) ; la manifestation du 20 octobre 2007 contre la précarité, avec quelque 150 000 à 200 000 participant·e·s ; les initiatives des syndicats de base contre la politique sociale du gouvernement ; les manifestations des travailleurs immigrés de Rome et Brescia, fin octobre ; la manifestation des femmes contre la violence, fin novembre ; et l'imposant rassemblement de Vicenza contre le Dal Molin (base militaire américaine) en décembre.

Ces moments d'opposition et de protestation sont restés, malheureusement, isolés les uns des autres et parfois marqués par une polémique irraisonnable entre leurs « acteurs ». Les orientations réformistes de différents secteurs de la gauche italienne qui ont convoqué ces mobilisations ont eu, au moins à quelques occasions, un effet démobilisateur ; car ces orientations reposaient sur la tentative de concilier l'inconciliable. Autrement dit, la relance de la compétitivité de l'Italie avec la défense des intérêts des travailleurs. Ou, sous un autre angle, le soutien – plus ou moins critique – au gouvernement Prodi, combiné avec l'opposition aux effets de sa politique anti-ouvrière.

Toutefois, la condition première et fondamentale pour bloquer la nouvelle offensive capitaliste en cours et pour faire échec au programme d'ensemble de la « Troisième République » réside, de fait, dans une reprise des mobilisations de masse, dans un processus d'auto-organisation des travailleurs et des mouvements sociaux. Les petites forces anticapitalistes, communistes, qui agissent en Italie ne doivent en aucune manière refuser d'être pleinement partie prenante de ces mobilisations, au nom d'une pureté des plus stériles. Mais elles doivent s'efforcer

de faire apparaître comment et sous quelles formes ce mal-être et ce malaise, qui s'expriment dans chacune des initiatives et dans chacune des luttes, sont des éléments intrinsèques de l'ensemble de la condition prolétarienne. Et ce mal-être a ses racines profondes non pas dans une quelconque spécificité de l'Italie, non pas dans ce gouvernement ou dans un autre, mais dans le système capitaliste en tant que tel, dans l'inévitable impact destructif de l'usage capitaliste de forces productives ultradéveloppées et « ultrasocialisées » sur l'humanité laborieuse ainsi que sur la nature.

Ce problème ne renvoie certes pas au seul « politique corrompu et cocaïnomane », ni à la seule – par ailleurs méprisable – « caste » des administrateurs de l'Etat. Le problème ne réside pas non plus dans la seule activité spéculative financière ou dans une certaine gestion du capitalisme, comme s'ingénie à le soutenir « la gauche », plus ou moins radicale. Le problème renvoie, au fond, au capitalisme tout court, au marché, à la propriété privée, à la production pour le profit, à la classe qui la dirige et aux mécanismes démocratico-oligarchiques qui huilent ces engrenages. Ce gaz à effet de serre provoque la suffocation, au même titre que l'insupportable rhétorique néolibérale qui l'accompagne. On ne pourra s'en défendre qu'en refusant les appels du patronat et des cercles gouvernementaux à soutenir la relance de la compétitivité du pays. Et, à partir de là, il s'agit de remettre à l'ordre du jour la perspective révolutionnaire d'une alternative au système, en prenant appui sur une défense bien agencée des intérêts et des besoins concrets du prolétariat dans son ensemble.

Les pouvoirs forts se préoccupent du déclin de l'Italie ; mais le seul déclin auquel les travailleurs et travailleuses peuvent avoir intérêt à mettre un cran d'arrêt et, y compris à en inverser la dynamique, c'est le déclin de leurs propres conditions de travail et de vie. Les partis institutionnels, parlementaires, se tourmentent à propos des lois électorales, afin de rendre plus efficace le pouvoir constitutif des classes possédantes dans toutes leurs articulations. L'unique rage des travailleurs et des travailleuses devrait, au contraire, être dirigée vers la

reprise d'une influence et d'un poids dans la société, vers la ré-accumulation de force, d'organisation, de « pouvoir ». Si le mot d'ordre institutionnel de la Seconde et, encore plus, de la « Troisième République » est celui de la concurrence impitoyable entre entreprises, nations et travailleurs, il faut y opposer et relancer le très vieux et très nouveau mot d'ordre : la mondialisation les luttes et l'organisation des exploité-e-s, avec une indépendance face aux autres classes et face aux institutions démocratico-oligarchiques.

Si les travaux préparatoires de la « Troisième République » se développent sous le couvert de campagnes sécuritaires, ainsi que de politiques bipartisanes militaristes et néocoloniales (au Liban, en Palestine, en Afghanistan et au Kosovo) menées par les centre droit et centre gauche (bipartisanes), la relance d'un nouveau mouvement des travailleurs, de classe, ne pourra prendre forme que dans un effort conjoint des travailleurs et des travailleuses, dans un mouvement conjoint avec les travailleurs immigrés, ainsi que dans une dynamique de solidarité avec les luttes de résistance à l'impérialisme qui se manifestent dans le Sud et l'Est du monde. Nous citerons ici, tout d'abord, celles des exploité-e-s et des opprimé-e-s du monde « arabomusulman ». Le soutien inconditionnel de la part des salarié-e-s des pays occidentaux à ces résistances est une des conditions essentielles pour favoriser le développement d'une lutte anti-impérialiste cohérente, une lutte fondée sur l'auto-organisation du prolétariat et des déshérité-e-s, en alternative et contre les actuelles directions politiques, qu'elles soient laïques ou islamiques. Certes, c'est une perspective à moyen et long terme. Mais il ne peut en aller autrement étant donné les conséquences dévastatrices issues de la catastrophe du « vieux mouvement ouvrier ». (Février 2008) *

Ce mal-être a ses racines profondes non pas dans une quelconque spécificité de l'Italie, non pas dans ce gouvernement ou dans un autre, mais dans le système capitaliste en tant que tel.

[4] L'accord signé le 23 juillet 2007 entre le gouvernement Prodi, la Confindustria et la CGIL, CISL et UIL - accord approuvé en décembre 2007 par le parlement avec quelques légères modifications - prévoit l'augmentation progressive de quatre ans de l'âge donnant droit à la retraite jusqu'en 2013 (jusqu'à 61-62 ans); l'abaissement du coefficient pour le calcul de la retraite; l'impossibilité pour les travailleurs immigrés de recouvrer leur retraite avant 65 ans; la défiscalisation des heures de travail supplémentaires et la confirmation, de fait, des diverses mesures prises par les gouvernements précédents pour ouvrir grandes les portes du travail précaire. Cet accord prévoit aussi quelques concessions, minimes et trompeuses (par exemple une augmentation de 35 euros des retraites minimales), afin de diviser et paralyser le monde du travail plus qu'il ne l'est déjà et rendre acceptable le coup de massue infligé par cet accord.